

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

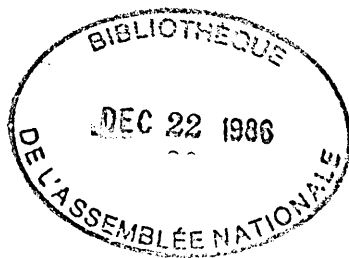
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 254
(Privé)

Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville

Présentation

Présenté par
M. Jean-Guy St-Roch
Député de Drummond



Éditeur officiel du Québec
1986



Projet de loi 254

(Privé)

Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville

ATTENDU QUE, par l'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Drummond sous le numéro 166 463, Foster Refrigerator of Canada Ltd. a acquis de la ville de Drummondville un immeuble décrit de façon plus détaillée dans cet acte;

QUE la ville de Drummondville avait elle-même acquis cet immeuble par les actes enregistrés au même bureau sous les numéros 141 280, 142 316 et 142 859;

QUE la ville de Drummondville n'aurait pas observé les formalités prévues par la loi pour l'acquisition ou la vente de cet immeuble ou de parties de celui-ci et que l'acquisition des parties de cet immeuble n'aurait pas été effectuée par règlement d'emprunt mais au moyen de sommes provenant du fonds général de la ville;

QUE depuis le 18 juillet 1967, l'immeuble acquis par Foster Refrigerator of Canada Ltd. est connu comme étant la subdivision 51 du lot 167 du cadastre du canton de Grantham;

QUE depuis le 1^{er} janvier 1986, Vulcan-Hart Canada Inc. a succédé à Foster Refrigerator of Canada Ltd. en vertu d'un certificat de fusion délivré conformément à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes;

QUE la ville de Drummondville a été prévenue de la présentation de la présente loi et qu'elle n'a pas d'objection à son adoption;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le titre de Foster Refrigerator of Canada Ltd., de Vulcan-Hart Canada Inc. ou de leurs ayants-droit respectifs sur la subdivision 51 du lot 167 du cadastre du canton de Grantham découlant des actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Drummond sous les numéros 141 280, 142 316, 142 859 et 166 463 ne peut être attaqué pour le motif que la ville de Drummondville n'aurait pas observé les formalités prévues par la loi pour l'acquisition ou la vente de cet immeuble ou de parties de celui-ci ni pour le motif que l'acquisition des parties de cet immeuble n'aurait pas été effectuée par règlement d'emprunt mais au moyen de sommes provenant du fonds général de la ville.

2. L'enregistrement d'une copie conforme du dispositif de la présente loi se fait par dépôt.

3. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).